

Les Schistes bitumineux ont ils un avenir au Maroc

20/11/2007

Selon l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym), le Maroc est classé 6e, après les Etats-Unis, la Russie, le Brésil, le Zaïre et l'Italie, avec un potentiel de 50 milliards de barils dans trois principaux gisements localisés dans les environs de Timahdit, Tarfaya et Tanger.

Il importe maintenant de savoir si le contexte actuel est propice à l'exploitation de ces gisements. La réponse est loin d'être évidente. En effet, pour ce qui est du calcul de la rentabilité, la difficulté vient du fait que chaque gisement de schistes a des caractéristiques propres et nécessite l'adaptation d'une technique d'extraction spécifique. Or, il y a deux gros problèmes à cet égard : les gisements marocains, découverts dans les années 1970 et au début des années 80, ont été reconnus par des sondages miniers et des études géologiques qui ne permettent pas d'en connaître avec précision la teneur ni les réserves réellement productibles et extractibles. Ensuite, on ne sait pas quel procédé technique serait à même d'en assurer une exploitation optimale. Ce qui conduit à l'impossibilité de faire une estimation de la faisabilité économique de leur exploitation industrielle.

Une équipe pour prospector des investisseurs potentiels

De plus, selon les aveux mêmes de l'Onhym, il n'existe aucune exploitation industrielle, comparativement à ce qui se passe pour la production de pétrole dans le monde. Les exemples d'exploitation expérimentale connus pour les schistes bitumineux existent en Estonie (8000 barils/jour) et au Brésil (4000 barils/jour). Or, ces quantités sont insignifiantes et ne permettent pas de tirer de conclusions sur les possibilités d'exploitation à grande échelle et économiquement rentables.

Pour le Maroc, les réserves estimées sont couvertes par des permis au nom de l'Onhym qui est le bras de l'Etat. Or, aucun Etat au monde ne peut exploiter directement ces richesses car il n'en a pas le savoir-faire technique, encore moins économique et logistique. C'est donc à l'office de développer une politique de pénétration pour promouvoir cette richesse auprès des groupes privés en mesure de procéder à une exploitation industrielle. Ce qu'il a commencé à faire en mettant une équipe sur ce dossier, qui a pour mission d'assurer le suivi sur les avancées technologiques, de chercher des investisseurs et de réfléchir sur le cadre juridique et fiscal incitatif (l'exploitation des schistes bitumineux est exclue du code des hydrocarbures)...

Aux dernières nouvelles, cependant non confirmées par l'Onhym, une société française spécialisée dans l'extraction des hydrocarbures, Osead, dans laquelle le fonds d'investissement privé Truffle Venture détient des participations, serait assez avancée dans l'étude de faisabilité de l'exploitation des schistes marocains. Un groupe financier national aurait également créé une structure dédiée pour prendre des participations dans l'entité qui exploitera des schistes dans plusieurs sites.

15 ans pour mettre en place une unité de production

L'installation d'une unité de production ne peut se faire du jour au lendemain. Selon l'Onhym, il faut au moins 15 ans pour mettre en place un procédé in situ. Quant à l'investissement, il peut aller de quelques centaines de millions à plus d'un milliard de dollars. Autant dire que l'exploitation des gisements de schistes bitumineux n'est pas pour demain. L'autre évidence, selon l'évolution des richesses mondiales en exploitation pétrolière conventionnelle, est que ce minerai aura son heure. En effet, eu égard au fait que les réserves mondiales de pétrole s'amenuisent à grande vitesse (certains experts parlent d'une trentaine d'années au rythme actuel de consommation), la recherche d'autres sources d'énergie pour répondre à une demande croissante a déjà commencé (nucléaire, énergies renouvelables et biocarburants). Dans la foulée, les schistes bitumineux apparaîtront, dans une dizaine d'années, comme une richesse tout à fait exploitable et rentable. D'ici là, des



progrès auront été accomplis pour réduire les énormes risques de pollution liés à leur exploitation.

Source: La Vie Eco

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1418>